

Le FIGARO
14.05.98

Devant la mission parlementaire sur le Rwanda

Le « machiavélisme » tutsi

Robert Galley, ex-ministre de la Coopération, et l'ancien premier ministre rwandais Faustin Twagiramungu mettent en cause la rébellion.

Ministre de la Coopération de 1976 à 1978, Robert Galley est un homme âgé. Il en convient, en avertit même les parlementaires : « J'ai été surpris, dit-il, d'être convoqué par cette mission d'information sur le Rwanda. Je n'ai que des souvenirs lointains de ce pays. »

Son dernier passage à Kigali, dit-il, « remonte au sommet franco-africain d'octobre 1982. J'étais à l'époque président du groupe d'amitié France-Rwanda à l'Assemblée nationale ». Et il poursuit : « Le régime du président Habyarimana était extrêmement tolérant. C'était une structure démocratique à la base et pas au sommet. »

— C'était pourtant un régime de parti unique ? demande peu après un député, François Lamy.

— Oui, mais nous nous sommes bien accommodés (...). Le Rwanda était un modèle de ce que nous pouvions rêver de mieux comme évolution entre la période coloniale et ce qu'on connaît aujourd'hui », explique Robert Galley. Qui, en permanence, fait appel à ses souvenirs, évoque « le général de Gaulle » et l'extrême intérêt que celui-ci « portait au Zaïre et à la francophonie ».

Parfois, l'ancien ministre de la Coopération s'emmêle quelque peu les pieds dans les dates et les faits : « La première attaque meurtrière et dévastatrice de la rébellion a été stoppée en 1990 par les parachutistes français qui n'étaient que cent vingt-cinq. François Mitterrand a alors décidé de faire jouer les accords de défense pour préserver le Rwanda face à ce qui apparaissait comme une attaque extérieure. »

Diabolisation

En 1990, remarque le rapporteur de la mission, il n'y a pas d'accords de défense : « Ma langue a un peu fourché, s'excuse Robert Galley. Mais, tout de même, les opérations de 1990 me paraissent plus relever d'accords de défense que d'accords de simple coopération. »

Robert Galley évoque lon-

2) conquête d'un pouvoir sans partage par tous les moyens.

« D'avril 1994 (début du génocide, NDLR) à juillet 1994, note-t-il, il y a eu une sorte de compétition d'extermination des populations entre les soldats de la rébellion et les miliciens gouvernementaux. »

« Personne ne voulait me croire »

A l'appui de ses déclarations, Faustin Twagiramungu cite le chiffre de 250 000 personnes tuées par la rébellion.



Robert Galley : « L'avenir du Rwanda restera compromis aussi longtemps que le FPR restera impuni pour ses crimes. » (Photo Demarthon/AFP.)

« J'ai déclaré cela en octobre 1995, dit-il. A l'époque, personne ne voulait me croire. » Et il insiste : « L'avenir du Rwanda restera toujours compromis aussi longtemps que le FPR (le nouveau pouvoir, NDLR) restera impuni pour ses crimes », ce « second génocide ».

Quant au premier génocide reconnu, lui, par l'ONU et la communauté internationale, il n'en est guère question. C'est à peine si Faustin Twagiramungu y fait une allusion : « Avec la guerre qu'il

« Le président Habyarimana a eu besoin d'une assistance, non pas pour organiser le génocide, mais pour défendre un pays attaqué. »

2) guement « son » Rwanda : « Un pays divisé en trois peuples. Les Twas, des Pygmées. Des Hutus, bantous d'origine zaïroise. Des Tutsis, enfin, totalement différents des peuples de la forêt. Ce sont des gens intelligents, fiers, de bons guerriers disciplinés qui n'ont rien à voir avec les hordes de pauvres bantous. »

Les Tutsis sont d'ailleurs à ce point brillants — « Les sœurs, note l'ancien ministre, les préféraient parce que d'une manière globale ils étaient plus intelligents » — qu'ils ont fait preuve de « machiavélisme » dans le drame rwandais en utilisant de manière parfaite les relais dont ils disposaient dans la diaspora pour atteindre leur but : « La domination d'une minorité tutsie » sur la majorité hutue.

En ce point, l'audition de M. Galley rejoignait celle de Faustin Twagiramungu, l'ancien premier ministre rwandais aujourd'hui en exil. Selon cet homme quelque peu amer, la rébellion poussa le pouvoir du président Habyarimana à se radicaliser, ce qui permit d'en faire « une exploitation politique et surtout médiatique afin de (le) diaboliser davantage ».

L'objectif de la rébellion, dit-il, était le « démantèlement de l'Etat rwandais et la

4) ne pouvait mener dans l'isolement et conscient de la pauvreté de son pays, le président Habyarimana a eu besoin d'une assistance, non pas pour organiser le génocide, mais pour défendre un pays attaqué. » Faut-il comprendre que ce « premier génocide » s'est organisé tout seul ? On ne sait.

Témoignage positif

En revanche, Faustin Twagiramungu a une certitude : la France n'est pour rien dans le drame rwandais. « Pouvez-vous concevoir un pays comme la France, avec toute son histoire, assister un président et ses militaires pour tuer des gens ? s'interroge-t-il. Je n'y crois pas. Ce n'est pas possible. Pas avec une histoire comme celle de la France. »

Membre de la mission, M. Galy-Dejean note alors : « Je suis frappé par le caractère dithyrambique que vous donnez au rôle de la France avant et pendant le génocide. Vous êtes le témoin le plus positif ».

Ce n'était qu'un constat durant plus de deux heures. M. Twagiramungu a expliqué, aux parlementaires que « le rôle de la France dans la crise rwandaise n'apparaît pas ».

Patrick de SAINT-EXUPÉRY